

SAVOIR ET MOBILITÉ SOCIALE UN COMMENTAIRE

MICHEL SCHOOPYANS

Monsieur le Président,
Chers Collègues,

C'est avec beaucoup d'émotion que je prends la parole après l'infarctus qui vient de frapper notre collègue et ami Serguëi Averintsev. Hier soir, il me parlait encore de ses projets. Il était, me disait-il, en train de terminer une nouvelle traduction, scandée, du livre des *Psaumes*. Il préparait aussi une nouvelle traduction des *Évangiles synoptiques*. Ce matin même, nous étions assis l'un à côté de l'autre dans le mini-bus qui nous conduisait à la Casina Pio IV, et Serguëi me disait qu'il se sentait un peu fatigué, sans plus. Nous prions, s'il vous plaît, le Seigneur de rendre la santé à Serguëi, afin qu'il puisse continuer à faire bénéficier notre Académie de son immense savoir et de la sagesse toute spirituelle, mystique même, dont il rayonne. Nous disons aussi à son épouse que nous portons avec elle cette épreuve et que nous lui offrons le réconfort de notre prière.

Monsieur le Président,
Chers Collègues,

C'est hier seulement que j'ai pu disposer du texte de la communication de M. Jérôme Bindé, et c'est avec plaisir que j'en ai immédiatement pris connaissance. Comme nous tous, j'ai suivi avec un très vif intérêt l'exposé à la fois savant et documenté qu'il vient de nous offrir. Je l'en remercie vivement. Ainsi que M. Bindé l'a lui-même souligné, *les sociétés du savoir* qui sont en train de se construire ne concernent actuellement qu'un pourcentage très réduit de la population humaine. A titre d'ordre de grandeur, on

peut estimer que près de 95 % de la population mondiale n'a pas accès aux savoirs de pointe actuellement existants. Ces gens n'ont pas accès aux infrastructures nécessaires ni aux instruments de connaissance indispensables à leur utilisation. D'innombrables obstacles culturels, juridiques, économiques, etc. devraient être vaincus pour que s'élargisse l'éventail des bénéficiaires de ces savoirs.

Il me semble donc qu'au moment où notre Académie se penche sur les sociétés du savoir, elle a aussi le devoir de se soucier de l'immense masse de ceux qui vivent en marge de ces sociétés. Pour ne point en rester, en cette fin de matinée, à des considérations trop abstraites, permettez-moi, Monsieur le Président, de raconter ici quelques histoires vraies dont nous devrions accueillir l'interpellation. Comme nous le verrons, toutes ces histoires – à peine maquillées, par discrétion – se sont passées récemment au Brésil.

TROIS HISTOIRES VRAIES

L'histoire d'Aparecida

La première histoire est celle d'une servante venue du Nord-Est et qui travaille dans une famille de Rio. Comme beaucoup de ses copines, Aparecida est mère célibataire, et elle élève très bien son enfant. Aparecida a eu beaucoup de chance: elle a de très bons patrons. Ces patrons sont pour moi des amis très chers et c'est le plus souvent chez eux que je loge lorsque je suis à Rio. Ces patrons respectent Aparecida, reconnaissent son travail et l'aident à bien éduquer son petit garçon. Or quand Aparecida est arrivée à Rio, elle ne savait ni lire ni écrire. Ses patrons l'eurent vite remarqué et ils envoyèrent Aparecida dans une école appropriée, où cette fille, de 16 ans à l'époque, apprit à lire et à écrire. Aparecida sait lire les manchettes des journaux et des magazines; elle sait prendre note d'un message; bref, elle est "alphabétisée".

Or l'autre jour, je demande à Aparecida de me chercher le numéro de téléphone de Luís Alberto Martins dans l'annuaire téléphonique. Très serviable, Aparecida plonge dans ce volume imposant et commence à le compulsiver. La recherche s'avère laborieuse; elle tourne les pages avec frénésie; il devient vite évident qu'elle est en train de "ramer". Je m'approche pour l'aider et je dois vite me rendre à l'évidence: Aparecida sait lire les mots du répertoire mais *ne connaît pas leur système de classement*. Je me rends aussitôt compte que lorsqu'elle a appris à lire et à écrire, *personne ne lui a*

appris l'ordre alphabétique. Elle ne sait donc pas utiliser un simple répertoire. Son processus d'alphabétisation est tombé en panne en cours de route.

L'histoire de Zélia

L'histoire de Zélia est assez semblable à celle d'Aparecida. Comme celle-ci, Zélia est venue de l'intérieur du pays; ses parents, séparés, ne se sont pas préoccupés de son éducation, l'ont abandonnée. Zélia avait à peine quinze ans quand elle a débarqué à São Paulo. Comme Aparecida, elle a eu la chance de tomber sur de très bons patrons. Ceux-ci lui ont fait terminer l'école primaire; ils l'ont incitée à faire le cours secondaire. Toujours encouragée par ses patrons, à la fin du cycle secondaire, Zélia a présenté avec succès l'examen d'entrée à l'université, le fameux *vestibulaire*. Zélia a réussi cet examen et elle a donc été admise à s'inscrire dans une faculté de droit. Elle a travaillé dur, demandant souvent des éclaircissements à ses patrons, honteuse d'achopper sur certains examens partiels.

Or un jour où l'échec avait été cuisant, Zélia, fondant en larmes, dit à ses patrons: "Pour moi, il est trop tard; j'ai fait le maximum de ce que je pouvais faire, mais je vois que je ne parviendrai jamais au bout de ces études de droit. Vous autres, patrons, vous ne vous rendez pas compte que vous apprenez un tas de choses dès le berceau, dans la famille, dans votre milieu social, sans peine et sans vous en apercevoir. Moi je n'ai pas eu cette chance-là. J'ai commencé à apprendre grâce à vous, mais il était déjà trop tard..."

L'histoire de Tônio

La troisième histoire est celle de Tônio, médecin qui vit à Recife. Le Dr Tônio est très heureux en mariage; son épouse est charmante; il est père de quatre enfants. C'est un des chirurgiens les plus réputés de la ville, où il est professeur à la faculté de médecine. Nous parlions récemment de l'enseignement. "Notre aîné vient d'être admis en première année de médecine. Nous en avons encore trois au collège secondaire". Quel collège? "Les écoles secondaires du réseau public ne sont pas d'un bon niveau; elles préparent mal à l'examen d'entrée, au vestibulaire. Alors nous devons mettre nos enfants dans des écoles privées, où les mensualités sont de l'ordre de 300 US\$ par mois et par enfant. Ça nous fait 900 US\$ à déboursier chaque mois rien que pour les trois plus jeunes de nos enfants. Plus les livres, l'uniforme, les transports, etc. C'est très cher pour nous et, je le reconnais, inabordable pour beaucoup de familles. Mais il faut faire ce sacrifice si on veut que les enfants puissent ent-

rer à l'université". Et l'université, elle aussi coûte cher? "Chez nous les meilleures universités sont les universités fédérales. Cela est particulièrement évident dans les facultés "chères", comme la médecine. Ces universités fédérales sont publiques et dès lors presque gratuites. Ce sont donc celles qui sont les plus recherchées et qui peuvent sélectionner les étudiants les mieux préparés, c'est-à-dire ceux qui viennent des meilleurs collèges secondaires, qui sont payants". Nous voici au rouet. Cette année-ci, combien y a-t-il eu d'étudiants admis en première année de médecine? "Il y en a eu soixante-dix". Et quelle est la proportion de ceux qui viennent de l'enseignement secondaire public par rapport à ceux qui viennent de l'enseignement secondaire privé? "Sur les soixante-dix admis, soixante-huit venaient du réseau privé et deux seulement du réseau secondaire public. *Notre système scolaire est anti-démocratique*, martèle Tônio. Non seulement les enfants de familles pauvres n'ont guère de chance de faire un cours secondaire ni a fortiori d'entrer à l'université, mais de plus, les universités fédérales accueillent surtout des étudiants issus de familles aisées. La majorité des enfants en âge d'études secondaires n'a pas accès à un enseignement satisfaisant, et les privilégiés qui bénéficient d'un tel enseignement ont de grandes chances de bénéficier bientôt d'un enseignement universitaire de qualité et gratuit. Après quoi ils pourront peut-être aller se spécialiser à l'étranger...".

VISAGE DE LA PAUVRETÉ: L'IGNORANCE

Faible volonté politique

Ces histoires sont riches d'enseignement. Elles suggèrent d'abord qu'*aujourd'hui la forme la plus aiguë de pauvreté, c'est l'ignorance*. Dans le climat néolibéral actuel, le savoir est un produit qui se vend et que l'on achète au *pro rata* du pouvoir acquisitif de chacun. *On vend et on achète du savoir comme on vend et on achète de la santé*. Cette commercialisation du savoir est évidemment un obstacle décisif à la divulgation généralisée des connaissances élémentaires et des moyens d'acquérir celles-ci. Souvent, *il n'y a pas de forte volonté politique* d'en finir avec le fléau de l'ignorance.

Il y a près de vingt ans, l'administration de Rio de Janeiro a demandé au célèbre architecte Oscar Niemeyer de construire des dizaines de "blocs scolaires" dans les quartiers populaires pour que les enfants des familles moins favorisées y soient accueillis, y reçoivent les compléments alimentaires nécessaires à leur développement intellectuel, y soient alphabétisés et

instruits. Beaux, fonctionnels et peu coûteux, ces blocs n'ont guère servi et la plupart d'entre eux sont aujourd'hui désactivés. Après ça, on s'étonne de l'augmentation de l'insécurité urbaine et de la criminalité parmi les jeunes...

De la culture de l'ignorance à la démocratie

Cette confiscation du savoir par les riches est en outre un obstacle à la démocratie. Comme le souligne Amartya Sen, la liberté est l'objet même du développement; elle n'en est pas seulement le moyen. Mais il n'y a pas de liberté sans la généralisation de l'enseignement et de l'éducation. Quelle capacité les hommes et les femmes auraient-ils à *participer* à un projet globalisant s'ils sont incapables de maîtriser jusqu'à leur propre langue? En fait la plupart des dirigeants, même dans les pays émergents, lorgnent du côté du monde ouvrier, concentré géographiquement dans des centres urbains, syndicalisés et électoralement intéressants, mais ils ignorent le *Lumpenproletariat* qui croupit au limbe de la société civile. Déjà objet du mépris de Marx, ces sous-prolétaires sont les oubliés des sociétés du savoir. Qu'ils constituent, selon des estimations respectables, près de 40 % de la population d'un pays donne une idée de l'échelle de la pauvreté actuelle et permet d'entrevoir l'élargissement, à l'avenir, du fossé qui sépare déjà les sociétés du savoir et celles qui sont maintenues sous contrôle par la culture de l'ignorance.

L'école, obstacle à la mobilité sociale?

Il me semble à la fois indispensable et urgent que nous apportions des éléments de réponse à un bouquet de questions aussi graves. *Le système scolaire de beaucoup de pays, même émergents, est un obstacle à la mobilité sociale.* Une certaine conception de la globalisation peut consolider cet obstacle. La moindre des choses consisterait, pour nous, à ne pas avaliser, en consentant à une mondialisation inacceptable, un système aussi *discriminatoire*.

L'occasion d'approfondir ces questions s'offrira sans doute à nous dans le cadre de nos recherches sur les relations intergénérationnelles. Ces recherches seront entre autres appelées à analyser le rôle de la *famille* dans la formation du *capital humain*, explorée par Gary Becker, et à préciser cette notion en la mettant en rapport avec la notion de *personne* humaine. Par là, nous prolongerons tout naturellement notre riche recherche sur le savoir et les sociétés du savoir. Il est clair que l'audience et la crédibilité de notre Académie seront encore accrues et élargies lorsque nous nous pencherons sur ces questions.